

Rapport annuel sur l'état de la France

Réconcilier la France

Déclaration du groupe de l'Agriculture

Le texte reflète l'état économique et psychologique de notre pays. Les constats sont rudes et la tonalité de cet avis est globalement négative. Il existe toutefois quelques pistes d'évolution qu'il faut savoir saisir.

La recherche et l'innovation doivent faire partie des priorités de notre pays pour conforter nos secteurs économiques. En agriculture, l'innovation est une nécessité pour répondre à de multiples défis : la compétitivité de nos productions, la protection de l'environnement, la gestion de l'eau, la qualité et la diversité de notre alimentation.

C'est un des leviers que la profession abordera très prochainement dans le cadre des futurs États généraux de l'alimentation.

Nous avons également été sensibles aux développements consacrés à l'artificialisation des sols. Le foncier agricole doit absolument être protégé pour continuer à assurer une production locale. Le développement d'infrastructures urbaines ou de transports mais aussi la sanctuarisation d'espaces naturels au seul profit de la faune sauvage mettent en danger la pérennité de l'activité agricole. Le maintien d'une production est un enjeu essentiel pour notre pays, pour sa souveraineté alimentaire et sa vocation exportatrice.

Nous avons enfin apprécié la prise en compte de l'ensemble des territoires et notamment des territoires ruraux. Plusieurs actions doivent être engagées ou poursuivies pour faire de l'égalité des chances une réalité sur l'ensemble des territoires métropolitains et ultra-marins. Ainsi, il faut développer et améliorer les modes de transport pour faciliter l'accès à toutes les parties du territoire. Il faut réduire les coûts de raccordement aux réseaux publics. Il faut faciliter l'accès au numérique. Et il faut maintenir les services publics, et au public, en milieu rural.

La dynamique économique n'était pas la thématique centrale de ce travail. Nous regrettons qu'elle n'ait pas été abordée car à la veille d'une nouvelle législature il nous aurait semblé pertinent d'évaluer les leviers de la confiance pour les acteurs économiques.

Pour les agriculteurs, cette confiance dépend beaucoup de ce que l'Europe fera de sa politique agricole commune et aussi de la place que pourront prendre les producteurs dans la chaîne alimentaire. Il y a encore beaucoup à faire pour que la construction des prix se fasse avec une juste répartition de la valeur ajoutée.

Le groupe a voté l'avis.